



SECTION de la VENDÉE

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/085/>

DECLARATION LIMINAIRE COMITE TECHNIQUE LOCAL du 26/06/2017

Les représentants FO pour ce CTL :

*Frédéric DANO (BCR), Frédéric FAUCHARD, (Le Poiré/Vie),
Sébastien LIEVRE (La Roche/Yon), Thierry PETROFF (Fontenay Le Comte),
Williams PILLET (Challans), Anne RETO-RIVIERE (Chaillé Les Marais),
Philippe VALOT (EDR)*

Mr Le Président du Comité Technique,

Ce comité se tient dans un contexte local particulier.

Lors du dernier CHSCT, les représentants du personnel des trois organisations syndicales présentes ont dû quitter la salle en raison d'une impossibilité de dialoguer.

Nous espérons sincèrement, comme nous avons pu l'écrire dans le compte-rendu de ce CHSCT, que les prochaines réunions, à commencer par celle-ci, se dérouleront désormais avec l'écoute et le respect réciproque que cela requiert.

La politique de la chaise vide n'étant pas une habitude des élus Force Ouvrière, il nous faudra débattre de tous les sujets y compris les points de discorde.

Tel est notre rôle de représentants du personnel : nous exprimer en toute liberté et en toute indépendance.

A l'ordre du jour de ce CTL figure, à nouveau, la modification du règlement intérieur pour certains points relatifs à son fonctionnement.

Vous ne serez pas surpris que, sur ce point précis, nous soyons en profond désaccord avec des règles amendées et imposées en cours de mandature électorale qui réduisent les droits des représentants syndicaux élus par les personnels et qui illustrent, une fois de plus, la médiocrité du dialogue social à la DGFIP : le terme monologue est, en outre, plus approprié.

A ce titre, notre position ne sera pas différente lors de l'adoption des nouveaux règlements intérieurs des CAP locales.

Autres points inscrits à titre d'information de ce CTL : le tableau de bord de la veille sociale, le plan annuel de prévention des risques professionnels et le baromètre social !

Que d'outils au service des directions pour mesurer la souffrance au travail sans que la Direction Générale ne remette jamais en cause ses propres décisions et ne tire les conséquences de sa politique dévastatrice et déstructurante !

Ces outils mesurent annuellement cette souffrance qui, constatons-nous, s'amplifie année après année.

Quelle nécessité de mesurer quand on n'est pas capable de traiter les dégâts occasionnés par les suppressions d'emplois et les restructurations de services.

Cette souffrance est pourtant régulièrement dénoncée dans les rapports annuels des acteurs de la prévention et de l'observatoire interne.

Avoir ces outils sans avoir la « notice » c'est comme demander à un agent de travailler sans consignes.

Depuis plusieurs années, nous vous expliquons dans toutes les instances comment les collègues vivent au quotidien dans leur service.

Où sont les points d'étapes des restructurations dans votre rapport d'activité ? Nul part !

Quand sont traités les impacts des restructurations et des suppressions d'emplois ? Jamais !

Quand sont dressés les bilans de ces mêmes restructurations ? Jamais !

On nous soumet un rapport d'activité qui n'est qu'une énumération de résultats chiffrés qui veulent tout et surtout ne rien dire de la vraie situation des services !

Quand s'arrêtera cette hypocrisie de laisser croire à travers votre rapport d'activité que tout va bien alors que la réalité est toute autre : la charge augmente et les agents doivent faire face !

Vos prédécesseurs ainsi que les directeurs adjoints présents aujourd'hui ont tous reconnus que la situation des effectifs est difficile.

Le désarroi de nombreux collègues est aujourd'hui très palpable sur quasiment tous les sites du département.

La souffrance au travail à la DGFIP est une réalité que nous dénonçons avec force !

A Force Ouvrière, nous affirmons que ce sont la diminution des moyens de fonctionnement, les suppressions massives d'emplois, les restructurations, l'organisation déficiente du travail, l'absence de communication, qui aggravent nos conditions de travail et génèrent de plus en plus de souffrance au travail.

Les gouvernements successifs continuent de licencier, précariser, détruire le code du travail, les statuts et les services publics.

Dans ce contexte particulièrement anxiogène pour les personnels, le rôle du syndicalisme libre et indépendant tel que FO le conçoit est primordial pour maintenir un cap et défendre nos légitimes revendications.

Si nous sommes ici en face de vous pour évoquer les différents points de l'ordre du jour, c'est pour en dénoncer les dérives et parfois même l'absurdité.

Au nom de l'efficacité, on dégrade le service public en l'éloignant toujours plus physiquement de l'utilisateur. Nous refuserons toujours de co-gérer la pénurie des emplois et sa principale conséquence à savoir les réorganisations et les restructurations qui en découlent.

Le syndicat FO DGFIP alerte les personnels et la Direction sur la gravité de la situation qui menace l'avenir de nos missions et des services publics, mettant en péril l'équilibre fragile de notre République.

Nous réaffirmons qu'il faut en finir avec cette politique d'austérité stérile et démotivante pour l'ensemble des personnels.